



Femmes socialistes suisses
Donne socialiste svizzere
SP Frauen Schweiz

Davantage de crèches : moins d'inégalités !

Maria Roth-Bernasconi, conseillère nationale, co-présidente des femmes socialistes.

Dimanche, le canton de Zurich a accepté une proposition centrale en faveur des familles. Les communes seront désormais tenues d'offrir des structures de garde extrafamiliale répondant aux besoins. Une obligation qui n'a cours, pour le moment, que dans le canton de Bâle-Ville, la ville de Berne devant voter sur le sujet cet automne. Autre bonne nouvelle : le Conseil national a voté un crédit de 120 millions de francs pour la prolongation du programme d'impulsion à la création de places d'accueil extrafamilial pour enfants. Ce malgré les tentatives des fundamentalistes anti-femmes et anti-familles de faire capoter ce projet, en invoquant une tutelle malsaine de l'Etat et en brandissant le spectre d'une augmentation d'impôts. Les adversaires de ce programme ont même fait le lien entre l'espérance de vie plus élevée des femmes et la construction de crèches. Allez comprendre...

En réalité, une offre suffisante de places d'accueil extrafamilial ne favorise pas seulement la conciliation des vies familiale et professionnelle. Non, celle-ci renforce également l'économie et la société dans leur ensemble, puisqu'elle permet un excellent retour sur investissement à tous les niveaux de l'Etat. La crèche est en effet rentable, et c'est son absence qui coûte : chaque franc qui y est investi rapporte un rendement de trois francs. En Suisse, le besoin en places d'accueil pour les petits comme pour les enfants scolarisés reste immense : plus de 50'000 places manquent encore ! Il faut en outre le rappeler : l'accueil extrafamilial des enfants par des professionnel-le-s revêt une fonction sociale et préventive majeure. Beaucoup d'enfants, qui ne seraient autrement pas pris en charge parce que leurs parents ont besoin d'un deuxième revenu, bénéficient ainsi d'un encadrement qui favorise leur intégration, développe leurs compétences sociales et encourage des comportements sains (à travers l'alimentation, les jeux d'agilité, etc.).

Bref, les conservateurs ignorent la réalité sociale, et rêvent d'une image d'Epinal complètement à côté de la plaque. La répartition traditionnelle des rôles entre un père voué au boulot et une mère dédiée aux fourneaux et aux marmots est passée de mode, et tant mieux ! Ce modèle bourgeois n'a d'ailleurs jamais valu pour tout le monde : dans le milieu ouvrier, rares étaient les cas où un seul salaire suffisait à couvrir les besoins de toute une famille. En outre, ce bon vieux modèle appauvrit les hommes sur le plan personnel, et soumet les femmes à la dépendance économique et au risque de servilité, voire de violence conjugale. Il est donc grotesque d'en appeler à ce soi-disant idéal comme le font les idéologues anti-femmes et anti-familles.

Qui plus est, former des femmes et ne pas leur permettre, une fois qu'elles deviennent mères, de travailler ou d'occuper une fonction à hauteur de leur qualification est un non-sens économique. D'autant plus que la demande de main d'œuvre spécialisée et qualifiée a fortement augmenté. Si 70% des femmes travaillent aujourd'hui, elles sont toujours discriminées au niveau de leur salaire. Notamment parce que les bourgeois n'ont pas encore réalisé que leur revenu n'est pas seulement un revenu d'appoint. Même si, c'est vrai, la majorité d'entre elles travaillent à temps partiel, afin de concilier leurs différentes

activités -ce qui, faut-il le rappeler, entrave leur carrière et les prétérite en matière de formation continue comme de sécurité sociale-. Hélas, le Conseil fédéral a fait la sourde oreille à nos revendications, formulées ce 14 juin, journée de l'égalité, en faveur de mesures plus incitatives pour la mise en œuvre de l'égalité salariale. Selon lui, les entreprises devraient agir de manière altruiste, volontaire, et reconnaître d'elles-mêmes l'utilité d'éliminer la discrimination salariale des femmes. Et puis, l'égalité n'exige-t-elle pas avant tout d'augmenter l'âge de la retraite des femmes ?!

Les hommes, de leur côté, travaillent comme des fous, mais, eux, sont payés pour. Certains ne le remarquent que quand ils divorcent, et se déchargent de leur frustration dans des unions masculinistes rendant l'égalité responsable de leur malheur. Fort heureusement, il existe d'autres hommes, qui demandent, par exemple, un congé parental pour les pères, afin de favoriser une répartition plus égalitaire des rôles dès le départ, et de construire une relation de qualité avec l'enfant. Mais là aussi, les défenseurs du monde d'hier condamnent cette revendication à l'échec, et ont refusé une motion demandant un congé pour les pères. Selon le Conseil fédéral, il y a plus urgent à traiter: les pères peuvent attendre.

Et nous, on peut toujours rêver: le jour où toutes et tous les parlementaires auront fréquenté une crèche et une structure parascolaire, et donc compris la valeur du groupe, appris l'interaction sociale et vécu l'intégration de toutes les couches de la population, l'on arrivera peut-être à renforcer les assurances sociales au lieu de les démanteler. L'égalité salariale sera réalisée, et les hommes et les femmes pareillement responsables de l'éducation de leurs enfants. Dans la direction de cet idéal, le oui aux aides financières à l'accueil extra-familial est un signe d'avenir encourageant.